



Lettre n° 78 du 10 février 2019

Un nouveau chapitre s'ouvre, la convergence, le tous ensemble, une politique pour le monde du travail

« Aujourd'hui, ça peut être le début du chapitre deux de notre mouvement, il faut que tout le monde converge ! » : ces propos d'un membre de la CGT gilet jaune résument l'enjeu de l'étape actuelle de la mobilisation au lendemain de la journée du 5 février et de l'acte XIII. Le 5, à travers le pays, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues, à l'appel principalement de la CGT et de Solidaires mais aussi de gilets jaunes dont bon nombre étaient présents dans les cortèges.

Les convergences qui s'engagent sont le résultat d'initiatives prises à la base. La politique de Martinez n'a, jusqu'alors, cessé de s'y opposer. Il avait refusé toute solidarité avec les gilets jaunes, n'y voyant que la main de l'extrême droite et une simple révolte fiscale. En réalité, Martinez craignait un mouvement parti de la base, rompant avec les cadres institutionnels pour bousculer le pouvoir et l'ordre établi. Maintenant bousculé lui-même par sa propre base et faisant le calcul, erroné, que les gilets jaunes sont à bout de force, il peut tenter d'écrire une autre histoire : « On dit depuis plus de deux mois qu'il faut discuter et trouver des revendications communes. On les a, il n'y a aucune raison qu'on ne défile pas côte à côte, les uns derrière les autres ». Tant mieux cependant que la pression de la base s'exprime et tant mieux aussi que des porte-parole des gilets jaunes aient relayé sur les réseaux sociaux l'appel au 5.

A travers la grève, même si elle a été encore peu suivie, les assemblées générales, les blocages, les coordinations d'enseignants, les stylos rouges, les occupations de fac, la jonction se fait malgré bien des obstacles pour faire prévaloir les intérêts de classe communs.

Comme le faisait remarquer un syndiqué CGT, sur les ronds-points et dans les manifs, « il y a beaucoup de salariés qui ne peuvent pas faire grève, qui viennent d'une petite boîte et ont des rapports trop directs avec leur patron, mais qui comprennent que le problème, c'était le grand capital ». Cette conscience est encore trop confuse. Même si elle se renforce, elle reste étouffée par toutes sortes de préjugés. Et surtout, la fraction de la classe ouvrière qui s'est mobilisée sur les ronds points y a trouvé

un espace politique où exister sans avoir à affronter le patronat et ses petits chefs comme la routine des appareils syndicaux. Elle s'est construit son espace de dignité, de solidarité, de liberté aussi échappant au jeu institutionnel des rapports patrons-syndicats en découvrant qu'il était possible de trouver d'autres moyens d'actions que des journées de grève sans lendemain ni... effet. Être solidaires, être libres, agir en contrôlant son mouvement, en un mot, faire de la politique pour défendre ses intérêts avec le sentiment d'être à son compte.

Le problème c'est qu'il est difficile d'échapper aux rapports de force généraux si on n'agit pas consciemment comme fraction de la classe ouvrière, si on ne se pense pas comme un mouvement de classe indépendant.

Pour unifier le monde du travail, préparer une riposte générale, la question n'est pas celle de la jonction des gilets jaunes avec les appareils syndicaux prisonniers du dialogue social et une gauche qui cherche à se refaire une vertu en vue... des prochaines élections. Encore une fois, tant mieux si la pression de la base s'exerce sur ces appareils, mais le fond est que la base s'organise, se coordonne, fasse l'expérience, comme les gilets jaunes, avec eux, de la dignité, de la solidarité, de la liberté conquise, retrouve la fraternité du combat collectif.

L'acte XIII de ce samedi a montré les limites du pas en avant du 5. La révolte sociale a besoin d'une perspective, un mouvement d'ensemble des exploités. La construire sera une bataille prolongée, une bataille politique pour dépasser tant les limites des gilets jaunes que celles de la politique des directions syndicales ou de la gauche qui prétend les soutenir et dégager l'extrême droite qui tente d'asseoir son influence.

Bon nombre de salariés solidaires des gilets jaunes n'ont pas encore pris la mesure des enjeux du conflit et à quel point il est important d'entrer dans la danse. La politique menée par Macron dans la continuité de Sarkozy et Hollande au service du CAC 40 ne relève pas d'un mauvais choix de leur part. Elle obéit à une logique implacable, celle de la course au profit, de la concurrence, de l'économie de marché. Même pour imposer une meilleure ré-

partition des richesses, plus de justice sociale, la fin des inégalités, il faut remettre en cause le capitalisme financiarisé.

L'enjeu est de construire à travers les mobilisations, grèves et blocages, discussions, un rapport de force, un rapport de force politique fondé sur la conscience qu'entre le capital et le travail, il n'y a pas de compromis, de paix sociale possible. Macron mènera son offensive jusqu'au bout, il

veut mettre le mouvement genou à terre. Dans cette bataille sont engagés les intérêts de l'ensemble du monde du travail qui doit y engager l'ensemble de ses forces.

Il ne faut pas laisser le pouvoir isoler les gilets jaunes par les violences policières et son insupportable campagne médiatique. Leur échec serait un échec pour tous les travailleurs, leur victoire ne peut être que celle de l'ensemble des travailleurs.
